

Deux ans après le surgissement de la révolution en janvier 2011, les événements de fin novembre et début décembre 2012, puis de la fin janvier et du mois de février jusqu'au début mars 2013 ont montré un pouvoir de Morsi et des Frères Musulmans fortement contesté par la rue qui exige son départ, dans des manifestations massives à la radicalité croissante. En décembre, la jeunesse, le petit peuple des villes et campagnes incendiait ou mettait à sac les locaux du Parti de la Liberté et de la Justice des Frères Musulmans, allant jusqu'à chasser des mosquées ses représentants les plus connus. Fin janvier, ce sont de nombreux commissariats ou sièges de gouvernorats et autres symboles publics de l'autorité qui sont brûlés malgré la répression féroce à laquelle se livre la police, qui a fait à nouveau plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés dans les journées de janvier

# L'Égypte en marche vers une deuxième révolution

**L**e régime qui avait tenté de s'octroyer les pleins pouvoirs fin novembre est aux abois. Le 4 décembre, Morsi fuit son palais présidentiel assiégé par 750 000 manifestants. Le 26 janvier au soir, devant l'ampleur et la radicalité des manifestations, il décrète l'état d'urgence, impose le couvre-feu de 21 heures à 6 heures, donnant toute autorité aux militaires dans trois villes du canal de Suez, Port Saïd, Ismaïlia et Suez, où les manifestations ont pris un tour insurrectionnel. Aussitôt le couvre-feu décrété est défié, bafoué par la population de ces villes, et de bien d'autres en solidarité. De simples conversations entre voisins au pied des immeubles jusqu'à des matchs de foot nocturnes et des manifestations massives, le peuple égyptien signifie clairement à Morsi : tu es peut-être enco-

re au gouvernement mais tu n'as déjà plus d'autorité.

En février et mars, un large mouvement de grèves et de désobéissance civile (les gens refusent de payer taxes et factures d'électricité) parti de Port Saïd s'étend aux villes du canal de Suez puis à celles du delta du Nil. En même temps, la police commence une grève fin février refusant pour les uns de servir de bouc émissaire au conflit entre le peuple et les Frères Musulmans, et pour les autres réclamant plus d'armes pour être en meilleure situation d'exercer leur métier face aux colères populaires (16 officiers de police ont été tués depuis janvier et de très nombreux commissariats brûlés). On voit naître dans différentes villes, Mahalla, Port Saïd, Kafr el Sheikh, Bebeis... des comités divers soit pour prendre en main plus

ou moins symboliquement ou durablement l'administration de la ville (Kafr el Sheikh, Bebeis, Mahalla...), soit pour organiser des comités de défense contre les voleurs, la violence de la police (ou l'absence de police), les Frères Musulmans (Mahalla, Port Saïd...). En même temps que cette idée suit son cours tout comme celle (en complément de la première) de milices soit islamistes soit populaires.

« MORSILINI » SAUVE

PAR L'OPPOSITION

EN DECEMBRE

ET EN JANVIER

Lors des manifestations de décembre, Morsi rebaptisé « Morsilini », souvent affublé d'une croix gammée sur les pancartes des manifestants, a été sauvé par l'opposition libérale, socialiste nassériste, démocrate révolutionnaire et de gauche. Celle-ci s'est unie à cette occasion dans un Front de Salut National (FSN) de 18 partis sous la direction des libéraux, non pas pour prolonger la volonté populaire de faire tomber le régime, mais au contraire pour détourner la colère de la rue dans les urnes du référendum constitutionnel proposé par Morsi comme ultime carte pour sauver son régime. Le but de ce dernier était de canaliser la révolution dans les urnes mais aussi de la diviser autour de la question religieuse, pour ou contre une constitution centrée sur la charia. Le FSN a joué le jeu, sachant pourtant qu'il ne pouvait gagner ce référendum, alors que les Frères Musulmans et ses alliés salafistes et jihadistes disposaient de tous les pouvoirs pour frauder à leur gré, ce dont ils ne se sont pas privés. Ainsi, ce n'est pas tant le succès du « oui » (à 64 %) à la constitution que la faible participation (30 %) donnant un prolongement au mouve-

ment de la rue, qui a surtout marqué ce scrutin. Ce résultat a enlevé tout crédit à cette constitution usurpée. Mais il a surtout rendu visible le formidable fossé entre le peuple égyptien et tous les partis institutionnels. Non seulement près de 80 % des électeurs n'ont pas voté en faveur du « oui », mais près de 70 %, en refusant de participer à cette farce électorale elle-même, ont désavoué tout à la fois le pouvoir et l'opposition officielle. L'ensemble des partis a été mis en minorité par le peuple.

Lors des manifestations insurrectionnelles de fin janvier 2013, le FSN a sauvé une deuxième fois le pouvoir de Morsi non seulement en renonçant à l'objectif de le « dégager » mais en se rangeant de son côté en dénonçant la violence des manifestants. Plus aucun parti ni leaders d'opposition n'a d'autorité sur la révolution qui continue pourtant. Ce n'est pas une surprise. Toute l'année 2012, depuis les mouvements de fin janvier et début février 2012 jusqu'à ces tentatives insurrectionnelles de décembre puis à nouveau maintenant fin janvier, en passant par les élections présidentielles de mai-juin, a montré, d'une part, ce divorce entre le peuple égyptien qui continue la révolution et ses partis qui s'y opposent ou y rechignent et, d'autre part, cette recherche populaire tâtonnante des voies et des moyens d'une deuxième révolution.

Ce vide politique, la faillite politique de l'opposition et l'absence de projet pour une autre société ont permis paradoxalement à l'armée de tenter un retour en politique début mars 2013 comme recours tout à la fois contre la violence de la police, pour suppléer à son absence par sa grève et contre l'islamisation de la société par les Frères musulmans, mais aussi contre les comités populaires et le chaos d'une deuxième révolution telle que

les possédants la pressentent et la craignent.

IMPORTANCE DES LUTTES

SOCIALES ET FAIBLESSE

DE LEUR

REPRESENTATION

POLITIQUE

Si l'on veut comprendre le cheminement de la révolution hier et demain, il faut bien voir que ce qui détermine le fond de tous les événements en Égypte, y compris ceux de décembre 2012, janvier et février 2013, c'est la lutte des classes menée par les exploités. Le nombre de grèves qui ont marqué les deux ans de la révolution est le plus important de l'histoire de l'Égypte et les autorités ont recensé 2000 grèves en Égypte sur les deux derniers mois de septembre et octobre 2012. C'est considérable.

Par son importance et sa constance, la lutte des ouvriers et exploités pèse considérablement sur la vie politique. Au fur et à mesure que les illusions sur les promesses de l'islam politique ou de la démocratie participative s'usent, ces luttes sociales qui, depuis longtemps et sans cesse, ne portent pas que sur des questions économiques mais aussi sur des questions politiques, menacent les autorités du spectre d'une deuxième révolution, clairement sociale celle-là. Elle modifie les relations de l'islam à la laïcité, de la démocratie à la dictature et les alliances au sommet, qu'elles soient entre l'armée, et les Frères Musulmans et maintenant les libéraux, les socialistes nassériens et les démocrates.

La faiblesse du mouvement social jusqu'à présent, c'est qu'il n'avait pas de représentants politiques. C'est la menace de cette maturation politique

qui est la cause de la fébrilité au sommet depuis des mois et des très nombreux retournements de situation. C'est cette crainte qui a fait que le front mené par les libéraux a préféré se réfugier en décembre dans le giron référendaire des Frères Musulmans et en janvier a dénoncé la violence des manifestants plutôt que de se laisser porter au pouvoir par une insurrection populaire.

C'est ce fond des luttes sociales qui rend l'Égypte si surprenante, voire incompréhensible à tous ceux qui n'ont qu'une vision institutionnelle des événements ou ne savent utiliser comme grille de lecture que celle des démocrates, l'opposition des religieux aux laïcs ou/et des Frères Musulmans à l'armée.

Cela ne veut pas dire que ces derniers aspects ne comptent pas, ou même n'aient pas une certaine autonomie et leur logique propre, mais, tous, à un degré ou à un autre, dépendent de la profondeur de la lutte de classe et de la vitesse (ou de la lenteur) de progression de la conscience politique des classes exploitées. L'armée et les islamistes sont des adversaires mais s'allient dès l'instant où ils se sentent menacés par les classes exploitées. Et il en est de même entre les libéraux laïcs et les islamistes. C'est la progression de cette conscience ou plus exactement le reflet de la peur qu'elle provoque dans les classes dominantes et leurs partis que nous mesurons à chaque événement.

## UNE LUTTE DE CLASSE

## OMNIPRESENTE DANS

## TOUS LES GRANDS

## EVENEMENTS POLITIQUES

Le « lâchage » de Moubarak par l'armée au cours de l'insurrection de janvier 2011 qui a provoqué la chute du

régime, est né de la crainte d'une grève générale et des conséquences politiques et idéologiques que la chute de la dictature provoquée par une insurrection ouvrière aurait pu avoir en Égypte, dans le monde arabe mais aussi au niveau mondial. Cette crainte reposant sur le fait que c'était le mouvement social, encore plus que le mouvement démocratique, qui avait marqué l'Égypte pré-révolutionnaire de 2005 à 2011. Les premières décisions de la junte militaire au pouvoir, dès le mois de mars 2011, ont été d'interdire les grèves. C'est encore contre une menace de généralisation de la grève des enseignants en septembre 2011 que l'armée a monté la provocation, dite de Maspéro, le 9 octobre, pour tenter d'opposer coptes et musulmans. C'est cette manipulation qui a conduit aux violents affrontements contre l'armée de novembre 2011 et à la rupture du peuple d'avec l'armée.

C'est toujours la peur d'une grève générale appelée par les étudiants, début février 2012, en déclenchant un déchaînement haineux du patronat, des grands médias, des autorités militaires mais aussi religieuses prédisant l'enfer aux grévistes, qui a entraîné par son excès (avec notamment la provocation militaire du massacre au stade de foot à Port Saïd en février 2012) la montée d'un courant d'opinion socialisant et l'effondrement électoral et politique des Frères Musulmans. C'est encore le mouvement de grèves de mars-avril 2012 et dans la foulée, l'effondrement en mai, au premier tour des présidentielles, du vote islamiste passé de 70 % aux législatives de l'hiver 2011 à 20 %, ainsi que le succès du vote socialiste (fût-il nassérien), véritable vainqueur politique du scrutin, qui a provoqué la tentative de coup d'État militaire de juin. C'est ensuite la crainte d'une

deuxième insurrection populaire qui a entraîné le « sabre » à ne pas mener son putsch à terme puis à remettre le pouvoir au « goupillon » des Frères Musulmans, seule structure institutionnelle, peut-être encore à même de protéger l'ordre établi en canalisant la colère sociale. Après un été 2012 traversé de mouvements sociaux, de barrages de routes ou de voies ferrées, et d'émeutes en tout genre, c'est la peur d'une jonction entre ce peuple en lutte et les révolutionnaires de la place Tahrir, qui a amené les Frères Musulmans à se séparer début août (de manière concertée) du Conseil Supérieur des Forces Armées (CSFA) qui assurait jusque-là l'autorité suprême, et à gouverner seul.

C'est la crainte de l'élargissement d'un vaste mouvement des enseignants à la rentrée de septembre 2012 qui a provoqué la tentative de détournement de la colère sociale par la farce islamiste de septembre autour du film *Innocence des musulmans*. Puis c'est toujours ce même mouvement prolongé en octobre par celui des médecins, des employés des transports et de bien d'autres qui a amené les Frères Musulmans à une tentative de coup de force avec le but affiché de mettre fin au désordre social. C'est de là qu'a surgi le mouvement insurrectionnel du peuple de novembre et décembre puis de janvier et février exigeant la chute du régime islamiste. C'est la crainte de cette poussée sociale prenant un tour insurrectionnel qui a conduit le FSN mené par les libéraux à se prêter au jeu du détournement référendaire où tous les partis ont perdu une bonne partie de leur crédit politique. Et sa dénonciation de la violence des manifestants en janvier 2013 n'est que son prolongement.

Ainsi, l'année écoulée peut se résu-

mer à l'action des luttes sociales, par toute une série de ruptures psychologiques et politiques dans le peuple, d'abord avec l'armée, ensuite avec la démocratie participative puis les islamistes et enfin avec les libéraux et aussi, mais peut-être encore pour le moment dans une moindre mesure, avec les démocrates, les socialistes nassériens et toute la gauche.

## LE VIRAGE POLITIQUE

### DU FSN DE JANVIER 2013

En janvier 2013, les grands partis et mouvements d'opposition rassemblés dans le Front de Salut National ont franchi une nouvelle étape, en rejoignant de façon claire pour tous le camp des « institutions » détestées par le peuple, contre le mouvement de la rue, contre la révolution. Le FSN a en effet proposé, en plein soulèvement populaire contre le régime des Frères Musulmans, deux jours avant la manifestation du 1<sup>er</sup> février 2013 prévue comme étant celle du « départ » de Morsi, un gouvernement d'union nationale, Frères Musulmans-Salafistes-FSN pour arrêter, selon eux, les violences. Et pour faire cette proposition, le FSN s'est allié à l'extrême droite salafiste du parti Al Nour, principal instigateur des brutalités par l'armement de milices islamiques et dont le but est clairement d'imposer une dictature sur le peuple en détruisant violemment tous ses organes d'expression démocratique.

En mettant sur le même plan (avec de tels alliés) les violences de la police et de l'armée et celles des manifestants qui ne font que tenter de se défendre, sans parler de leurs raisons de fond à se défendre contre la violence économique de ce régime où près de 40 % de la population vit avec moins de 1,50 euro par jour, le FSN a pris clairement position contre la rue. Bien

sûr, il a aussi appelé à manifester le vendredi 1<sup>er</sup> février. Mais dans quel but ? Car cette mise à égalité des violences a clairement signifié, la population égyptienne l'a bien compris, que les libéraux, les démocrates, les socialistes nassériens et les principaux mouvements de jeunes démocrates révolutionnaires, alliés dans le FSN, qui avaient été portés au devant de la scène de l'opposition ces deux premières années de révolution, ont pris position contre la continuation de la révolution. Pour dénoncer « la » violence, le FSN refait l'histoire et prétend que la chute de Moubarak s'est faite pacifiquement. On voit d'ailleurs à cette tentative d'explication que c'est bien la violence du peuple qui est visée. Car c'est un mythe que Moubarak soit tombé pacifiquement. Non seulement parce qu'il y a eu des centaines de morts mais aussi parce que presque tous les commissariats de police ont été brûlés le 28 janvier 2011, tout comme les sièges du PND et autres bâtiments symbolisant la force publique.

Le FSN a pris ce tournant parce qu'il a peur de la révolution sociale mais aussi parce qu'il a compris qu'il n'aurait pas le soutien de l'armée pour prendre la suite des Frères Musulmans au gouvernement. Le dirigeant de l'armée et ministre de la défense, le général Abdel Fattah al-Sisi, a rencontré en privé fin janvier El Baradei et Moussa, deux des trois dirigeants du FSN, et leur a expliqué qu'il ne fallait pas qu'ils comptent que l'armée lâche à leur profit (pour un gouvernement FSN/armée en quelque sorte) les Frères Musulmans, malgré leurs querelles. Non pas que l'armée ne le veuille pas. Mais parce qu'elle ne le peut plus. La situation est tellement tendue, l'appareil d'État, y compris l'armée, tellement fragilisé, qu'il faut que l'armée et la religion unissent ce

qui leur reste de forces, tant qu'ils ont encore un peu d'autorité, pour préserver la propriété et l'ordre. Les Frères Musulmans sont certes haïs par le peuple, mais il leur reste un peu d'emprise sur les gens, par le biais de ce qui se maintient de leurs deux millions de membres, de leurs milices et de leur influence sur les mosquées. Le FSN a déjà perdu tout crédit et en plus il n'a guère de troupes bien solides, surtout pour en découdre éventuellement avec le peuple en révolution. Il faudrait non seulement un effondrement total des islamistes (la situation en prend le chemin) mais aussi de l'islam qui est le levier des islamistes pour que l'armée change son fusil d'épaule. Il est certes probable qu'après l'effondrement de l'islamisme on assiste à un délitement des croyances religieuses. On en voit d'ailleurs des signes divers à l'engagement contestataire de plus en plus fréquent d'artistes, musiciens, acteurs (il y a eu une manifestation des artistes et écrivains de toute l'Égypte à Port Saïd en février) ou au féminisme renaissant, proposant à leur manière des projets de société différents du modèle religieux, et même au succès des conférences sur l'athéisme ou à l'achat de livres socialistes. Mais même si l'effondrement de l'islam et des religions peut surprendre par sa rapidité, comme celui des Frères Musulmans en a surpris plus d'un, ce n'est toutefois pas encore fait.

## LA PROFONDEUR ET

## L'ÉTENDUE DU

## TOURNANT DANS

## LA SITUATION

Le rejet de toutes les institutions par le peuple existe déjà depuis un certain temps. Avec la trahison du FSN,

c'est la rupture du seul lien qui restait entre la population et ces institutions ; plus personne ne croit dans le gouvernement, l'armée, la justice, la police, le parlement, les élections, les mosquées, les islamistes, Frères Musulmans ou salafistes, et maintenant les partis et mouvements d'opposition regroupés dans le FSN. Les journées de janvier 2013 ont ressemblé à la situation insurrectionnelle de janvier 2011, à la différence qu'après deux ans d'expériences diverses, d'un gouvernement de l'armée nationale à l'islamisme politique en passant par la démocratie participative et tous les partis et mouvements qui la défendaient, il ne semble plus y avoir d'alternative. À Port Saïd, en février, les insurgés refusaient que les partis apparaissent avec leurs sigles et drapeaux.

En même temps, les journées de janvier ont montré que toutes les tentatives pour mettre fin aux vagues de révolte par la violence d'État échouaient. La brutalité de la police n'intimide plus une grande partie des manifestants qui ont même réussi lors de ces journées à se saisir d'un haut officier de police et de trois véhicules blindés de la police tout en brûlant bien d'autres comme de nombreux commissariats, sièges des forces anti-émeutes et bien d'autres bâtiments des forces de répression. La police a dû fuir la ville de Port Saïd début mars, certains de ses membres levant le drapeau blanc devant l'intensité des combats et la ténacité des insurgés. La propagande du gouvernement assimilant les manifestants qui ont attaqué les commissariats de police et les sièges des gouvernorats à des bandits n'est ni entendue ni crue. Par exemple, lors des affrontements qui se sont déplacés dans les rues d'Héliopolis, banlieue où se situe le palais présidentiel (un peu le XVI<sup>e</sup> arrondis-

sement de Paris) où des Black Blocs, ou prétendus tels, jetaient cocktails Molotov, pierres et fusées sur les forces de police, les habitants ont clairement choisi leur camp en insultant les policiers depuis leurs balcons. Un autre exemple, le gouvernement a cru bon d'interdire les Black Blocs apparus à cette occasion, les présentant alternativement comme des milices chrétiennes ou des instruments de Moubarak et toujours comme des voyous auteurs de toutes les violences. Le seul effet a été de permettre aux marchands ambulants de vendre des milliers de leurs masques aux parents parce que leurs enfants les demandaient. Enfin le couvre-feu imposé par Morsi aux villes du canal de Suez, Port Saïd, Suez et Ismaïlia a été ridiculisé par les manifestants qui l'ont défié en manifestant et en chantant, en se moquant ouvertement de l'impuissance du président. Janvier/février 2013 a montré une révolte contre les islamistes et l'État que la police est incapable d'arrêter et probablement pas non plus l'armée, même si cette dernière a pu profiter d'une pause insurrectionnelle en ce début mars pour essayer de regagner du crédit.

Pour que les manifestants cessent de s'en prendre aux bâtiments représentant l'État, il faudrait qu'ils sentent et pensent que cet État les représente. Or c'est tout le contraire. Et aucun des grands partis et mouvements au pouvoir ou dans l'opposition montre qu'il n'a de solutions de rechange. Ils sont tous paniqués à se demander s'il faut condamner ou pas cette violence populaire sans être même capables de se pencher sur la signification de ce tournant. Ce qui fait que personne n'est en situation de contenir cette colère populaire ou même de la capitaliser. Ce qui est d'une certaine manière le certificat de décès de toutes les so-

lutions politiques issues de la révolution démocratique de janvier 2011 et des attentes populaires à leur égard. La révolution démocratique a fait sauter une chape dictatoriale qui écrasait la société, mais son projet de société ne correspond pas aux attentes sociales fondamentales de la révolution.

## LES RAISONS DE FOND

### DU TOURNANT

### DE JANVIER ET SES

### CONSEQUENCES

Tous les partis d'opposition ont limité les objectifs de leurs combats au sommet de l'État, d'abord contre l'armée et maintenant contre les islamistes, sans jamais avoir tenté de poser les problèmes économiques et sociaux et encore moins d'y chercher et trouver des solutions. Or le pays est à deux doigts de la banqueroute. L'inflation menace. Le budget est déficitaire à des niveaux inimaginables, les réserves sont inexistantes, de telle manière que personne ne sait comment le pays pourra importer pétrole et nourriture dont les gens ont tant besoin. Et le FMI soumet ses aides à des augmentations drastiques des taxes en tous genres, y compris sur les produits de première nécessité. Taxes que le gouvernement avait annoncées en décembre 2012 mais à propos desquelles il avait ensuite reculé devant l'immense colère populaire soulevée par ces annonces. Or le peuple a faim et est à la limite de la rupture. Les coupures d'électricité, d'eau, le manque de gaz, les pénuries d'essence ont déjà provoqué bien des émeutes [1] auxquelles il faut rajouter celles provoquées par les accidents de train et les effondrements d'immeubles causés par l'abandon du service public.

Et bien que certains partis du FSN, comme les nassériens, aient leur base en milieu populaire et ouvrier, ou dans le mouvement syndical bourgeonnant, alors que les autres partis et mouvements l'ont plutôt dans les couches moyennes et supérieures, jamais le FSN n'a voulu aborder ces questions économiques et sociales, et pire, n'a jamais critiqué la politique d'austérité que demande le FMI et que cherchent à mettre en place les Frères Musulmans. Seul le parti nassérien avait abordé ces questions, mais de manière floue, lors des présidentielles, ce qui avait valu le formidable succès de son candidat montrant combien ces questions sont au centre de la colère populaire, et pas le fait de savoir s'il faut un régime parlementaire, théocratique, ou encore un mélange, une constitution, etc.

De ce fait, tout aussi sûr que le Titanic avançant dans la nuit vers son iceberg, le pays va tout droit, les yeux fermés, vers une formidable explosion économique et sociale, une deuxième révolution de la faim telle qu'il l'avait déjà connue en 1977. À la différence cette fois que lorsque surgira le « peuple de l'abîme » des banlieues et des bidonvilles, son amplitude et sa violence seront décuplées par deux années de soulèvements partiels, de centaines de morts, de milliers de blessés et d'emprisonnés, une police déliquescence, une armée paralysée par des menaces de désagrégation et par le fait enfin qu'aucun parti et mouvement actuel ne le prépare et donc, d'ailleurs, ne le capitalisera. Si cette explosion est inéluctable, la seule chose qu'on ne sait pas, c'est si elle se fera en mille émeutes dispersées ou en un seul surgissement gigantesque. C'est cela qui donnera la forme du régime à venir. Il est en effet plus que probable qu'on

verra alors les islamistes et l'opposition s'unir derrière l'armée et la police, tout autant d'ailleurs que certains des mouvements de jeunes révolutionnaires démocrates, facebookers et autres, contre ces émeutes de la faim, au nom de la stabilité sociale, de la propriété et de l'ordre. Les événements de janvier 2013 viennent de nous en donner un avant-goût. Et il ne fait pas de doute que ces alliés, tous partisans de la démocratie et de la non-violence, n'hésiteront pas à aller, s'ils en ont les moyens, jusqu'à un massacre des pauvres révoltés du type de celui de juin 1848 à Paris s'il y a soulèvement global, ou une dictature fascisante féroce contre les exploités en cas de révoltes émiettées. S'ils en ont les moyens, bien sûr, car l'état de décomposition de la police, de l'armée et des Frères Musulmans ne le leur permettra peut-être pas, surtout quand on voit le courage et la détermination de la jeunesse à qui les forces de répression, pourtant féroces dans ce pays, ne font plus peur, mais aussi sa lente maturation psychologique et politique.

## LES DEUX REVOLUTIONS, DEMOCRATIQUE ET SOCIALE, ET LES DIFFERENCES PSYCHOLOGIQUES QU'IMPLIQUENT LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ET LA DEMOCRATIE DIRECTE

La révolution démocratique, celle qui a occupé toute la scène politique jusqu'à présent et qui voulait construire avec le règne de la loi une démocratie représentative, était animée par une

haine de l'autoritarisme du régime de Moubarak. La seconde, la révolution sociale n'était pas visible jusque-là. Elle avait pourtant un programme : « *le pain, la justice sociale, la liberté* » et des demandes politiques spécifiques pour la réalisation de ce programme : dégager tous les petits Moubarak de toutes sortes, à tous les niveaux de l'économie ou de l'administration. Mais cette haine de la dictature sociale n'avait personne pour la dire et même la remarquer.

L'essentiel du peuple des manifestants, de ceux qui se sont affrontés en janvier 2013 aux forces de l'ordre, qui ont encerclé les gouvernorats, brûlé les commissariats ou bloqué les voies ferrées, ceux qui ont cherché à faire des milices d'auto-défense en se nommant parfois Black Blocs ou Ultras, n'ont toujours vu dans la démocratie représentative défendue par le FSN qu'un système fait pour les marginaliser, mettre en minorité l'immense majorité du peuple des usines et des campagnes, des rues et des bureaux, en bref étouffer ou utiliser la démocratie directe des grèves et manifestations, des places et des assemblées générales. Les hommes de la révolution sociale étaient les soutiers de la révolution démocratique. Or avec la trahison par le FSN, déjà en décembre 2012 et plus clairement encore en janvier 2013, il y a eu là pour le peuple de la rue une rupture psychologique avec de longues habitudes séculaires de renoncement et de soumission.

C'est pour ça que leur prise de la rue de cette fin janvier-février et début mars n'est pas qu'une protestation comme il y a en a déjà eu bien d'autres. Là, les soutiers de la révolution étaient seuls, livrés à eux-mêmes et ils s'en sont rendu compte. Certains insurgés à Port Saïd ont dit à leur manière cette expérience : « *le peuple en-*

tier était dans la rue, mais on ne savait pas quoi faire ». Ils ont fait ces journées sans ou contre les partis qui jusque-là les avaient dirigés et leur avaient donné objectifs et dirigeants. On avait déjà vu, notamment le 28 janvier 2011, un mix de la révolution sociale et de la révolution démocratique. C'est cela qui avait fait tomber Moubarak. Puis la révolution démocratique avait continué sa marche sans se préoccuper de ceux d'en bas. Mais après les journées de décembre 2012, lorsqu'ils étaient 750 000 à marcher sur le palais présidentiel de Morsi en exigeant son départ et que, déjà, le FSN avait sauvé ce dernier, en l'aidant à détourner la rue vers les urnes du référendum sur la nouvelle constitution, il s'était passé quelque chose d'étrange. L'Égypte avait été envahie d'un grand silence. Même le 1<sup>er</sup> janvier si festif d'habitude n'avait pas été fêté. La révolution sociale digérait la trahison du FSN, de la révolution démocratique et mûrissait sa réponse. Le peuple d'en bas comprenait que la révolution sociale devait chercher son expression propre, son chemin, ou mourir. L'énorme soulèvement de janvier puis les « comités » de février-mars ont montré quel chemin il choisissait, et, en même temps, février et début mars, ont montré la lenteur de la maturation politique.

Le défi de Port Saïd, Suez et Ismaïlia au couvre-feu de Morsi et de l'armée a été la réponse la plus nette. En commençant, par provocation, à manifester dès que le couvre feu commençait, tout en chantant, dansant et organisant de nuit le « tournoi du couvre-feu » au foot pendant sa durée malgré le drame du massacre du stade de Port Saïd et les condamnations à mort de supporters, ils affirmaient là, à tous et à eux-mêmes, non seulement qu'ils s'asseyaient sur les déci-

sions du pouvoir, que l'armée même ne pouvait plus les faire appliquer, mais qu'eux pouvaient être la loi, la règle. C'était une manière d'affirmer un autre pouvoir, d'autres codes et valeurs : une loi d'honnêteté, de joie et de courage, qui ne se réduise pas à leur parlement, à leur démocratie factice des bureaux de vote. Car d'une certaine manière, ils détestent les bureaux de vote. Ils les ont toujours détestés.

Jusque-là, ils les fuyaient et continuaient à en subir la loi. Pensons que le sénat (élu au suffrage universel) qui aujourd'hui légifère par défaut de l'Assemblée législative dissoute, n'a été élu qu'avec une participation de 7 % et que le scrutin le plus suivi depuis deux ans n'a guère dépassé 50 % de participation, officiellement, beaucoup moins probablement. Et que cette participation, plus on avance dans le temps, est en chute libre. Pour eux les élections sont profondément et doublement injustes. Encore plus en Égypte qu'en France, les élections sont affaire d'argent. Non seulement parce qu'il n'y a aucune subvention de l'État, tout dépend donc de la seule richesse des candidats, mais aussi parce qu'on achète les électeurs, les scrutateurs, les juges, les journaux, les radios, les télévisions, bref les résultats. C'est une double injustice parce qu'il y a tricherie généralisée mais aussi parce que les pauvres en sont systématiquement et particulièrement exclus, seulement convoqués une fois tous les 4 ans pour jouer le rôle de figurants dans un film où les rôles vedettes sont toujours tenus par les autres classes. C'est un système électoral de classe qui consiste à faire croire qu'il est l'expression du peuple alors qu'il est l'exclusion du peuple. En bref, pour tous ceux qui tentent d'imposer une autre démocratie par la rue, les élus au parlement, au sénat

ou à la Constituante ne doivent leur siège qu'à leur capacité à tromper le peuple.

Depuis décembre-janvier, le changement, c'est qu'en mettant en place les bases psychologiques d'un autre pouvoir, d'une autre démocratie, celle de la rue, tout d'un coup se matérialise ce qu'ils ressentaient depuis toujours sans oser le penser, à savoir que tout ce cinéma de la démocratie représentative n'est rien qu'un théâtre d'ombres, insensé et dérisoire, mort. Tellement mort d'ailleurs que les jeunes de la plupart des partis du FSN ont menacé leurs maisons mères de rupture si ces dernières jouaient une nouvelle fois le jeu de cette fausse démocratie dans les prochaines législatives, et que la Haute Cour Administrative a jugé bon de repousser la date de ces prochaines législatives prévues en avril 2013 mais repoussés à on ne sait quand.

La différence de contenu des manifestations de janvier, c'est cela, et ça s'est vu très clairement. Les partis du FSN et même leurs leaders les plus populaires comme Khaled Ali, Monsieur « anti-corruption », un des avocats-militants du nouveau syndicalisme, qui ont tenté de s'interposer entre forces de répression et révolution tout en appelant à la non-violence, ont été conspués. « *Allez chercher votre paye* » a-t-on entendu à leur encontre. Sous entendu, allez vous faire payer par la police pour ce que vous faites. Le désarroi des militants du FSN était patent. Ils ne savaient plus quoi dire ou faire. Du coup, il n'y avait personne, aucun parti pour fausser le fait brut, le détourner, l'utiliser. Les Black Blocs par exemple, qui sont l'expression du besoin d'une milice populaire et peut-être leur embryon, qui n'ont rien à voir avec ceux d'occident, se voulaient service d'ordre, protection des manifestants,

et ont servi ainsi à la manifestation de Mahalla, en ont été un des signes. Ils ont surpris tout le monde, semblant surgir de nulle part. Or tout ce qui représentait l'ancien monde les a salis. Les Frères Musulmans ont dit que c'étaient des milices chrétiennes, le pouvoir les a interdits en les présentant comme des bandes de gangsters, les révolutionnaires patentés ont prétendu que c'était à cause de leurs méthodes que la police était aussi violente, que sans eux, on pourrait renverser Morsi pacifiquement, etc...

Réponse de la révolution : les familles, comme on l'a vu plus haut, achetaient partout les masques des Black Blocs (anonymous) à leurs enfants qui les réclamaient, même au milieu des affrontements, auprès de centaines de marchands ambulants. Et partout ont surgi des Black Blocs, Dark Blocs et encore bien d'autres aux noms variés comme « Brigades de la Place »... Réponse encore : au Caire, une femme voilée entraîne une manifestation hésitante en criant : « *C'est fini du pacifisme... on veut les affronter. Celui qui a le courage de m'accompagner, qu'il m'accompagne ! Celui qui a peur des Frères musulmans, qu'il reste chez lui !* ». Sans hésitation, des masses de citoyens n'appartenant à aucun parti se rassemblent autour d'elle. Ils sont prêts à marcher sur ses pas. « *On est là pour récupérer notre liberté. Nous avons lutté pour vivre libres et non pas en esclaves* », crie un homme de 50 ans. Finalement, il est décidé que la marche se divise en deux. Certains, comme le « Mouvement du 6 Avril » qui a pourtant été à la tête de la plupart des mouvements jusque-là, changent de chemin pour ne pas affronter les partisans de M. Morsi. « *Honte* » a crié la foule à certains de ces anciens leaders de la révolution démocratique qui tentaient de faire barrage pour protéger le pa-

lais présidentiel. Comment ne pas penser au dialogue de John Reed dans ses *Dix jours qui ébranlèrent le monde* entre l'étudiant révolutionnaire et le soldat...

Réponse de la révolution aux partis du FSN : place Tahrir, les tribunes traditionnelles des partis sur les côtés avaient quasi disparu, comme hier celle des Frères Musulmans avait été détruite. Seul un « crieur » avec haut-parleurs à fond, donnait des nouvelles des manifestations en Égypte et lançait des slogans contre le régime, la police, le Morshid... Réponse aux islamistes : l'imam de la place Tahrir, Mohammed Abdallah Nasser, peut-être un futur Jacques Roux égyptien, dénonce dans les haut-parleurs Morsi comme un islamiste illégitime mais également tous ceux qui utilisent l'islam pour faire de la politique. Il justifie la révolution et défend les Black Blocs car pour lui les vrais terroristes sont les policiers et les milices islamistes. Dans une mosquée comme dans cent autres, pleine de fidèles, parmi lesquels des partisans du président : dès que la prière est terminée, les cris commencent à s'élever : « *A bas, à bas, le régime du guide suprême de la confrérie !* » (le dirigeant des Frères Musulmans), « *Vive la chute des chiens qui suivent le guide !* ». Les partisans du président ont entendu les insultes mais n'ont pas osé répondre. Une banderole à Suez « *Allah, libère l'Égypte des tyrans* » (Frères Musulmans, salafistes, jihadistes). Une autre à Port Saïd « *Dieu n'est pas avec Morsi* ». On pense à 1905 en Russie, au pape Gapone...

Avec ces événements de janvier, une marche est franchie dans l'émancipation des esprits. Non seulement les gens n'ont plus peur du pouvoir, mais ils ont vu que le pouvoir était impuisant contre eux. Justement parce qu'ils n'ont plus peur. De là s'ouvrent

de multiples portes psychologiques et donc politiques. Quand on a décidé de ne plus passer sa vie à genou on comprend que la piété ou l'honnêteté sont des valeurs qui n'ont pas de place ni au parlement ni dans les mosquées, et qu'on les trouve bien plus largement dans la rue chez les manifestants, les Ultra, les Black Bloc, les bloqueurs de rues, les jeteurs de pierre... et qu'ils peuvent en faire leur drapeau. En rejetant la peur de la police qui était liée au mépris d'eux-mêmes, en ne craignant plus dieu, en arrêtant de déléguer leur pouvoir au FSN, ils sont en train de comprendre qu'eux, les exclus, les méprisés, les prolétaires, portent ces valeurs bien plus dans la rue qu'on ne les trouve en haut lieu, dans les palais, les mosquées et les parlements.

C'est une révolution. Une révolution mentale aux conséquences considérables. Une révolution dont on a peut-être vu les premiers symptômes organisationnels et politiques à Mahalla en décembre et peut-être à Kafr el Sheikh en janvier, puis Port Saïd et Bebeis en février/mars avec les proclamations des premières structures autogérées par les révolutionnaires pour prendre en main la gestion de ces villes ou la protection des habitants par une police du peuple. Ce n'était peut-être pour le moment que momentané, voire symbolique. Mais pour qu'apparaisse « spontanément » ce genre de structures, il faut la situation qui donne naissance à cette révolution mentale, des hommes qui en aient l'esprit et la volonté. Or c'est cette situation, cet esprit qu'on a vu germer en janvier puis prolongé en février-mars 2013. Les soviets de 1905 en Russie ne se sont construits que parce qu'ils avaient été précédés par des années de luttes et de grèves d'importance où une génération avait



appris par l'expérience à ne plus avoir confiance dans de prétendus représentants mais seulement en elle-même. Où des hommes avaient assez confiance en eux et se méfiaient suffisamment de ceux du dessus pour non seulement faire des assemblées ou se retrouver sur des places pour voter des motions, crier son enthousiasme mais ensuite repartir chez soi et laisser faire les autres comme d'habitude, mais pour cette fois aller jusqu'au bout, appliquer ce qui a été décidé. Car ils avaient appris qu'il n'y a personne d'autre qu'eux-mêmes pour l'appliquer.

Cette révolution mentale n'en est qu'à ses débuts, car pour aller plus loin, il ne faut pas que s'opposer mais avoir un projet de société. Mais nous entrons dans une période où cette démocratie directe passera des manifestations de rue, des commissariats brûlés à la marche vers la gestion commune des villes, des usines et des champs, comme elle a déjà posé le problème de sa propre sécurité par ses embryons de milices. Les révolutionnaires ne posent la question de l'armement du peuple qu'après que la révolution ait montré dans les faits que la situation en était mûre. Il en va de même pour les structures autonomes de pouvoir du peuple. C'est pourquoi on regrette vivement que pas un révolutionnaire n'ait eu l'envie de regarder sérieusement et de plus près sous cet angle ce qui s'était passé à Mahalla el Kubra en décembre et, peut-être, à Kafr el Sheikh en janvier ou même peut-être encore à Port Saïd en février où a été proclamée une république libre de Port Saïd. Après avoir viré Moubarak, ça faisait longtemps que dans les revendications populaires on voyait cette exigence de « dégager » tous les petits Moubarak. Maintenant il est bien possible

qu'on passe de l'idée à la réalisation. Et que la revendication de « comités partout » devienne celle de demain.

### UNE NOUVELLE GENERATION ET DE NOUVEAUX OBJECTIFS

Les mouvements, les grèves qui ne cessaient pas depuis deux ans étaient économiques et portaient sur des augmentations de salaires, l'embauche des précaires, parfois la nationalisation. Ces grèves s'accompagnaient souvent de la part des grévistes, mais aussi de la population, de blocages de routes, voies ferrées, d'administrations, commissariats de police, ministères, d'occupations de lieux publics, d'attaques de bâtiments d'État au cocktail Molotov, de séquestrations de responsables, de boycott de paiement des factures d'eau ou d'électricité, d'émeutes, etc. Mais, depuis le début, elles ont aussi eu un caractère politique, exigeant souvent que les directeurs de sites ou de services, à tous les niveaux, soient « dégagés » comme Moubarak l'avait été. Ainsi les salariés des entreprises sous commandement militaire (l'armée possède de 20 à 40 % de l'économie) exigent que plus aucun officier ne participe à aucune instance de direction quelle qu'elle soit. Les classes populaires montraient dans les faits qu'elles veulent compléter la révolution de janvier 2011 qui avait « dégagé » Moubarak par une révolution sociale en dégageant cette fois tous les petits Moubarak, de tous les types, tous les échelons et de tous les secteurs parce qu'au fond rien n'a changé pour elles, sinon ce droit de le dire que leur a donné la première étape de cette révolution. Mais bien que les grandes dates de la révolution se soient donc bâties de-

puis deux ans autour de mouvements sociaux et qu'une grande partie des grèves ait porté une expression politique forte depuis longtemps, ce sont pourtant principalement les objectifs démocratiques, liberté d'expression, de la presse, élections, constitution... qui ont pris jusque-là le devant de la scène politique.

On peut résumer ce paradoxe au fait que le prolétariat n'avait aucune organisation politique qui lui soit propre et qui lui permette de défendre ses exigences politico/économiques. Il a construit ses organisations syndicales mais espérait son émancipation des autres forces sociales et politiques qui, toutes, confinent la classe ouvrière à ses revendications économiques ou aux fausses solutions nationales d'une économie égyptienne forte bâtie autour de l'alliance des travailleurs et des patrons patriotes.

On sentait depuis quelque temps déjà que la dimension politique de la poussée sociale se faisait plus pressante proportionnellement au déclin des illusions démocratiques et religieuses et aux évolutions des militants du mouvement social au travers des possibilités qu'ils ont acquises de se réunir et s'exprimer. Avec des manifestations, grèves et luttes qui n'ont jamais cessé durant deux ans, les Frères Musulmans avaient grandement perdu leur influence [2] dans les associations professionnelles qu'ils dirigeaient ou dominaient, enseignants, ingénieurs, médecins, pharmaciens, avocats, magistrats, journalistes, étudiants [3] et, de là, l'influence qu'ils pouvaient avoir sur les milieux populaires, directement ou par le biais de leur activité caritative. Chez les travailleurs, ils n'avaient jamais réellement réussi à percer, mais c'est l'in-

fluence du syndicat inféodé au pouvoir qui a été remise en cause par une nouvelle confédération syndicale de 2 à 3 millions de membres. Plus largement, c'est l'ensemble de l'opinion populaire qui a construit peu à peu son indépendance de pensée par des collectifs multiples, des associations de quartier aux AG de grève jusqu'aux associations de cinéastes, vidéastes, artistes... qui ont modifié le paysage psychologique, médiatique, intellectuel et politique du pays.

De là, une nouvelle génération de jeunes militants est apparue, issue des classes pauvres, des quartiers populaires, des usines, de certains cercles ouvriers syndicaux les plus avancés mais aussi des milieux étudiants et lycéens, qui cherche en tâtonnant dans le programme socialiste les outils intellectuels d'une deuxième révolution. Cela s'est vu en février 2012 par un premier appel des étudiants aux ouvriers, puis en juin 2012 dans le succès électoral du socialiste nassérien H. Sabbahi, en janvier par le surgissement des drapeaux de l'anarchie. Ces militants, quasiment sans aucun droit sinon le rapport de force qu'ils ont construit, risquant en permanence la prison ou la vie, n'ont guère d'illusions sur la protection de la loi et de l'État. Ils ont vite compris qu'ils ne se heurtent pas qu'à leur propre patron, leur propre chef ou directeur, mais au gouvernement et à l'État, tout en se frottant aux autres classes sociales qui, d'une manière ou d'une autre, occupent aussi l'espace de la contestation.

La situation rend ces classes populaires de plus en plus disponibles pour une conscience politique radicale. Aux présidentielles de mai 2012, le mouvement ouvrier présentait deux candidats pendant

que le candidat socialiste (nassérien) surprenait tout le monde en faisant le meilleur résultat dans les grandes villes et les quartiers populaires jadis acquis aux islamistes. On peut mesurer une autre expression de cette maturation à l'effort des supporters Ultra des clubs de foot, à avoir tenté de bâtir un parti des « Ultras de la place Tahrir » et au succès actuel de ces féroces ennemis de la police, de l'armée et des Frères, fers de lance de la révolution, acclamés partout où ils se présentent.

Avec le « lâchage » public de la révolution sociale par le FSN en janvier 2013, il ne fait pas de doute que cette nouvelle génération va passer aux avant-postes. On voit des ruptures des mouvements de jeunesse d'avec leurs maisons mères, des éclatements de groupes et mouvements, comme celui du plus connu d'entre eux, le « mouvement du 6 avril » né de la jonction des étudiants et des ouvriers de Mahalla en grève en 2006, qui vient d'éclater en trois groupes, et même des tensions entre base et dirigeants des Ultra. Et les événements de janvier ne peuvent qu'accélérer cette maturation. En même temps, alors que tout le monde s'attend à un prochain soulèvement encore plus large, la logique de la situation devrait mener les classes populaires à chercher à construire leurs propres outils d'un pouvoir populaire dans les villes, les quartiers, les usines ou les champs, comme on en a eu des indices à Mahalla, Kafr El Sheikh ou Port Saïd, alors que la machine de l'État commence à se gripper à tous les niveaux. Bref à « dégager » tous les petits Moubarak et maintenant les petits Morsi au fur et à mesure que les Frères Musulmans réussissent peu à peu à placer leurs hommes dans les rouages de l'appareil d'État..

**POPULISME, MOYENS ET**

**FINS, PROGRAMME**

**POLITIQUE ET**

**PROGRAMME SOCIAL**

On ne peut pas séparer la souveraineté populaire de ses moyens pour y arriver. On sait depuis Blanqui et le toast de Londres que pour avoir du pain, il faut des fusils ; la question se pose maintenant à bien des Égyptiens. Mais cela peut encore se poser sous différentes formes. Jusqu'à présent la pensée de droite avait le monopole du mot « populisme ». Cependant en Égypte, dans cette situation de maturation de la révolution sociale et d'encore immaturité de ses représentants, peut-on voir naître sur ce chemin de la politisation du peuple des sortes de populismes telles que la Russie du XIX<sup>e</sup> siècle en avait fait naître ? Bien sûr, dans la Russie rurale de l'époque, les populistes avaient envisagé les communes de village dans de petites unités économiques autonomes liées dans une confédération remplaçant l'État. Or l'Égypte est avant tout une société urbaine. Mais ces Narodniks se sont transformés pour tenter à partir de 1879 plusieurs assassinats politiques. En 1881 plusieurs membres de ce groupe organisent l'assassinat du tsar Alexandre II. Les Ultra n'ont-ils pas promis la mort à Tantawi (maréchal de l'armée, ex-patron du CSFA qui a dirigé l'Égypte jusqu'aux Frères Musulmans) ? Morsi n'est-il pas qualifié de nouveau Pharaon ? Les conjurés russes seront condamnés à mort et pendus en place publique le 1<sup>er</sup> avril 1881. Mais on sait combien l'engagement marxiste de Lénine est dû à la pendaison de son frère, militant populiste, en 1887. Et tout ce que doivent les Socialistes Révolutionnaires fondés en 1901 aux

*Narodniks*. Mais on ne peut pas non plus séparer longtemps la démocratie directe et ses moyens des buts sociaux et économiques qu'elle s'assigne. En Russie c'était « *pain, paix et terre* », ici c'est « *pain, justice sociale, liberté* ». Le caractère urbain de l'Égypte actuelle et les « comités » qu'on a vu surgir ici et là donnent un autre aspect, adossé à celui de l'armement du peuple, des chemins sur lesquels la révolution égyptienne va probablement s'engager et chercher sa voie en tâtonnant dans la période à venir.

La situation ouverte par janvier 2013 et illustrée déjà par le mois de février est une entrée dans l'inconnu. L'avenir dira d'ici peu à la planète les che-

mins que prendra la progression de la conscience révolutionnaire en Égypte. Mais tout un chacun peut comprendre son importance pour le monde. C'est pourquoi, dans ce chemin du prolétariat égyptien vers la conscience politique, on voit toute l'importance de ce que les étudiants sincères, socialistes ou pas, les intellectuels ouvriers ou autres, les Ultras d'avant-garde, les militants socialistes révolutionnaires d'Égypte mais aussi d'ici ou d'ailleurs, les démocrates révolutionnaires honnêtes, les militants ouvriers syndicalistes conscients, tous bandent leurs forces pour donner de la visibilité, de l'efficacité, de la force à l'expression populaire et à la réussite d'une deuxième révolution, sociale

celle-là... dont on imagine facilement le retentissement international.

#### Notes

1- Début mars 2013, un large mouvement de grève des taxis, microbus, camionneurs a paralysé Le Caire et Alexandrie du fait des pénuries de diesel subventionné. Il faut en effet un jour entier de queue aux stations-service pour arriver à faire le plein.

2- Que leur avait concédé volontairement Sadate puis Moubarak dans une espèce de partage du pouvoir

3- Les élections en milieu étudiant de début mars 2013 montrent un véritable effondrement du vote pour les Frères Musulmans, y compris dans leurs « fiefs » puisque dans certaines universités, ils ne dépassent pas 1 ou 2 % des sièges.